

# Les « classements » d'établissements

Ghislaine Filliatreau,  
*Observatoire des Sciences et des Techniques (OST)*

« classements » : variété et multiplicité d'exercices comparatifs utilisant du quantitatif



## Etudes de référence

- 1) Connaissance des classements :
  - a) Deux études sous l'égide de l'EUA par A. Rauhvargers (2011, 2013) ; [www.eua.be](http://www.eua.be)
  - b) un biologiste spécialiste des méta-analyses : J Ioannidis (2007, BMC Medicine)
  
- 2) Etude des usages et des effets
  - a) Yves Gingras (du mauvais usage de faux indicateurs 2008 )
  - b) les travaux de W Espeland (Rankings and Reactivity : how public measures recreate social worlds AJS 2007)
  
- 2) Réflexion sur les fonctions des classements internationaux
  - a) les travaux de S. Marginson (OCDE) sur la globalisation
  - b) les travaux de K Morhman sur l'Emerging Global Model normatif

A partir de ces travaux, on peut ensuite utiliser les liens de citations .... ☺



## Brefs rappels

Les « classements d'universités » existent au niveau national et dans de nombreux pays depuis le 19<sup>ème</sup> siècle.

Dès le début, ils ont été produits par trois types d'acteurs ayant chacun un public et une motivation spécifiques :

1) des chercheurs :

Public : des chercheurs et/ou les pouvoirs publics, éventuellement le grand public

Motivation : promouvoir ses compétences ou son analyse sur un sujet sensible (en matière de données, d'outils, de définition d'un modèle, d'évaluation ... )

2) des pouvoirs publics ou para-publics :

Public : les pouvoirs publics et les responsables d'établissements ; éventuellement le grand public

Motivation : hiérarchiser les établissements pour motiver des décisions

3) des journaux spécialisés :

Public : le grand public (recherche d'un lectorat élargi via un « numéro spécial »)

Motivation : vendre une information généralement inaccessible ; fonction de dévoilement

3



## Avant Shanghai

Dans un grand nombre de pays : différentes comparaisons incluant du quantitatif au moins sous forme de scores sont utilisées sous de multiples formats : classements au sens de plamarès, rangements, appréciations, suivi de performance, « benchmarks », « profilages » ... .

Deux marchés :

1) Celui des prestations assurées par des équipes capables de concevoir, collecter, traiter des données pour calculer des indicateurs et produire – ou aider à produire - ces exercices : bureaux d'études, think tank, laboratoires et chercheurs, fournisseurs de données primaires, ...

2) Celui de la fourniture des résultats et des études ainsi réalisées : les mêmes que précédemment (avec la vente de rapports d'études, des services d'abonnement, les journaux, ...).

Equilibre assez stable avec des opérateurs « chaînés » où prime la légitimité scientifique et technique (TR puis Elsevier, CWTS, Evidence Ltd., le NISTEP, le NIFU, l'OST Canada...) et où un ou deux medias spécialisés produisent des exercices comparatifs quantitatifs (THES, USNWR, ..). Il existe également des comparatifs internationaux dans certains domaines spécialisés, portés/régulés et utilisés par les établissements (écoles de commerce, gestion, MBA ...).

4

## Information à forte valeur ajoutée pour l'aide à la décision

Marchés qui construisent et structurent des réputations : « the winner takes all » pour les évalués mais aussi pour les opérateurs dont la puissance ne vaut que par leur statut de ressources de référence et/ou par le volume et la position de leurs usagers.

C'est pourquoi, dans la plupart des pays, un équilibre s'était établi autour de deux usages :

- des exercices (de type classements, « profiling » comparatifs, benchmarking, typologies et ratings, commandés à des opérateurs techniques par des groupes d'établissements ou des autorités publiques => orienté « insiders »
- des « numéros spéciaux » cadrés ou réalisés par des médias « légitimes » => orientés « non experts »

Un ou quelques opérateurs de référence, et il est difficile aux nouveaux entrants de s'installer – concurrence par la « qualité méthodologique » qui sous-tend la légitimité.

=> un paysage relativement stable. Ceux qui ont investi pour collecter des données ont acquis un avantage comparatif, et/ou dressent une barrière par l'investissement méthodologique et la possession de données et de traitements (cf les agences de notation)

## Le classement de Shanghai

En 2003, l'apparition du classement de Shanghai et sa motivation constituent un choc pour les pays européens, qui venaient de déclarer leur intention d'être la société du monde « la plus intensive en connaissances et la plus accueillante pour les intelligences », et met directement sous pression tous les établissements qui prétendent appartenir - et former - l'élite globale.

En France, les résultats nationaux sont jugés décevants, et l'impression brutale d'être exposés au vent du large est rude, tant pour les pays que pour leurs établissements.

De plus, le succès d'un classement global « des universités de classe mondiale » est perçu comme un symptôme de la marchandisation « globale » de l'éducation et la culture : on se souvient des discussions de l'OMC sur la libéralisation des services - dont l'éducation, peu de temps auparavant.

Mais ce à quoi on pense moins, c'est que le classement de Shanghai a aussi été un choc pour tous les opérateurs de « classements » et a mis d'un coup la barre très haut : mondial, gratuit, intuitif, simple, et posant des principes méthodologiques de transparence sur les données et sur les méthodes utilisées... avec un succès considérable.



## A partir de Shanghai

Dès 2004, le THES s'allie à QS pour réagir et globaliser son classement national : il lance une enquête de réputation au niveau mondial.

Assez vite, THES et QS se séparent officiellement pour des motifs méthodologiques ; le THE fait évoluer son classement en augmentant la part prise par des indicateurs quantitatifs normalisés, fournis par ThomsonReuters, cependant que QS commence à travailler avec Elsevier (Scopus).

En parallèle, on peut observer l'arrivée de plusieurs classements « globaux », la plupart par des opérateurs qui ont déjà une pratique nationale, et qui sont tenus de réagir pour se positionner au plus vite au niveau international.

En effet, les enjeux sont lourds : que ce soit en terme de visibilité (chercheurs, structures parapubliques) ou en terme de marché, l'horizon concurrentiel s'est élargi d'un coup à des milliers d'établissements et d'employeurs, à tous les medias et à tous les décideurs du monde. Et ces outils érigent un système de valeur et un type d'établissement en modèle international .

=> Il faut maintenant être « la » référence mondiale – et l'enjeu est autant culturel que commercial.

Et c'est un 3eme marché, parce que la dimension internationale change les règles du jeu et la nature des intervenants possibles.

7



## La course des classements - 1

=> Il faut maintenant être « la » référence mondiale – l'enjeu est devenu autant culturel que commercial : déclenchement d'une concurrence nouvelle, sur la base de la méthodologie et des « fonctionnalités » du classement.

Les générations concurrentes se succèdent en rafale :

1 – classement de Shanghai première manière, ie palmarès avec score issu d'un indicateur composite ; mais la distribution des scores contraint à faire très vite des paquets d'ex-aequo

- ⇒ Normalisation brutale et assumée sur l'idéal d'une « WCU » qui possède un certain nombre de caractéristiques auxquelles répondent une poignée d'universités : une vingtaine sur 500 universités classées sur 15 000 établissements ...
- ⇒ Très séduisant par sa simplicité et son apparente robustesse ; surinvesti et surinterprété faute de mieux ; politiquement installé : de nbrx établissements et gouvernements prennent des « décisions automatiques en fonction des résultats du classmt
- ⇒ Cependant, pour la plupart des classements (et pour l'équipe de Shanghai) ce type de palmarès est déjà devenu un format de sortie parmi d'autres, commode pour permettre une accroche media rapide à chaque édition annuelle, mais daté

8



## La course des classements - 2

- 2 – classements thématiques palmarès composites par domaines, discipline, orientation de l'activité, type de service etc ... : changement de granulométrie mais aussi de point de vue
- ⇒ diversification des établissements admis à concourir et diversification des résultats pour chaque établissement
  - ⇒ pour les décideurs, complexification du « modèle admissible », meilleure prise en compte de plus d'établissements dans leur diversité, approche plus détaillée et plus pertinente
  - ⇒ l'effet d'élite reste important mais le message est très différent car il est devenu impossible d'assimiler un établissement à un rang (« classement par matière »)
  - ⇒ Impact surtout sur les insiders
- 3 – classements multidimensionnels : la notion de « multi » indique qu'on a collecté et calculé des indicateurs portant sur des dimensions multiples de l'activité des établissements (exemple : qualité des formations, insertion professionnelle liens avec le territoire, recherche, valorisation et transfert de technologie, orientation internationale) : notion de « profil » (image du radar) et donc de typologie – les limites de comparabilité deviennent évidentes, et conduisent à supprimer les palmarès globaux au profit de « ratings »
- 4 – le multi permet donc de sortir de la notion de « palmarès sur score composite » puisqu'on peut « scorer » séparément chaque indicateur (ou regroupement d'indicateur) ; il se prête particulièrement bien à une exploitation par interface paramétrable - qui constitue la 4ème étape de cette évolution des classements : en ce cas, la hiérarchie des critères est donnée par les préférences de l'utilisateur ; outil d'orientation et d'adéquation par exploration (« segmentation »)

9



## La course des classements - 3

- U-Multirank s'est placé d'emblée dans un 5ème génération, en combinant deux outils déjà aboutis ; U-Map (typologie type Carnegie) et University Ranking (mixtes entre mesures et enquêtes)
- => Modèle raisonnable
- => la difficulté va être celle de l'accès à des données de qualité, comparables, permettant de construire de bons indicateurs – avec, comme toujours, une pression considérable sur les opérateurs.
- ⇒ d'où le projet CERES
  - ⇒ Pour donner une certaine capacité d'exploration aux étudiants – et leur donner, de ce fait, plus de poids ds le système et aux yeux des établissements
  - ⇒ Pour des motifs politiques de respect de la diversité des systèmes : tronc commun et indicateurs caractéristiques, - capacité à peser !! (exemple de la sélection des étudiants, de la notion de site, des infrastructures etc... )

10



## Et après ?

pour les opérateurs, chaque nouvelle génération oblige à posséder plus de données, plus fines et plus diverses, à effectuer plus de traitements, à proposer plus de modalités d'exploitation .... : une énorme pression de production et de critique

Or le principal problème inhérent à l'exercice international c'est la pauvreté des données accessibles et leur qualité

Trois sources :

Les données « intrinsèquement internationales » : se résument à pratiquement tout ce qu'on trouve dans Shanghai première manière

Les données obtenues de sources officielles : elles sont, en quantité et qualité, très inégales selon les pays, et leur comparabilité globale est quasi aléatoire

Les données collectées auprès des établissements : coûteuses pour tous et dans toutes les dimensions du coût, elles sont de qualité, de comparabilité et de sincérité incontrôlables

La concurrence immédiate entre opérateurs se fait sur les données de type 3 : ☹

Cependant, et malgré la difficulté de l'exercice, plusieurs des opérateurs « globaux » de classement internationaux ont enclenché l'évolution vers la 4ème génération : GRUP, GIPP de TR, etc... et annoncent qu'ils vont fournir – *gratuitement ou non* – tous les types de produits.

11



## Comment agir ?

L'ouverture à l'international change tout : impossible d'attendre que « ça se tasse » car cela laisse place aux comportements qui, à court terme, sont rationnels mais aggravent la contrainte

Les opérateurs privés sont contraints à aller de l'avant, et à structurer les choses de manière à ne pas perdre le bénéfice de ce qu'ils sont en train d'investir

A ce moment précis, les institutions publiques et les chercheurs peuvent réagir sur deux plans essentiel :

S'organiser pour ouvrir les données dans des conditions éthiques et contrôlées : « open data » (ne pas reproduire la structure du marché captif des publications scientifiques, payées x fois par le public et néanmoins privatisées)

Etudier et évaluer les classements par leurs effets factuels et précis, explicites et implicites : ceci suppose des programmes de recherche internationaux collaboratifs ; ne pas oublier d'étudier les usagers et leurs besoins *légitimes* d'informations (« le classement ne veut rien dire ...mais ce n'est pas une raison pour prendre le dernier »).

12



L'OST : une équipe

<http://www.obs-ost.fr>